

## PRÉFECTURE DE L'HÉRAULT

Direction  
Départementale  
des Affaires Sanitaires  
et Sociales  
Santé-Environnement

Le Préfet de la région Languedoc Roussillon,  
Préfet de l'Hérault,

Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

### ARRETE complémentaire n° 2002 - 1 - 5341

**OBJET** : Installations classées pour la protection de l'environnement  
Mise en conformité du centre de stockage de déchets ménagers et assimilés  
du Mas d'Arnaud à Soumont

- VU ensemble le code de l'environnement, livre V, titre Ier, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour son application ;
- VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 87-I-3411 du 30 octobre 1987 autorisant le président du Syndicat intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères du Lodévois à exploiter une décharge contrôlée de résidus urbains relevant de la rubrique n° 322 B2 de la nomenclature des installations classées sur la commune de Soumont ;
- VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 97-I-3494 du 23 décembre 1997 ;
- VU l'arrêté complémentaire n° 99-I-1170 du 19 mai 1999 autorisant le changement d'exploitant de cette installation et prescrivant sa mise en conformité ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2002-01-1333 du 19 mars 2002 portant révision du Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de l'Hérault ;
- VU le nouveau dossier de mise en conformité présenté le 3 juin 2002 par le président du Syndicat Centre Hérault ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées ;
- VU l'avis émis le 27 juin 2002 par le Conseil départemental d'hygiène ;

**CONSIDERANT** le retard pris par l'exploitant dans la réalisation des travaux de mise en conformité prescrits par l'arrêté du 19 mai 1999 visé ci-dessus ;

**CONSIDERANT** qu'un système de suivi et de contrôle efficace du respect des conditions d'autorisation doit être mis en place par l'exploitant afin d'obtenir cette conformité, de la contrôler et de rectifier en temps utile les erreurs éventuelles ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'autorisation doivent être suffisamment précises pour limiter les litiges susceptibles de survenir dans l'application du présent arrêté ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Hérault ;

## ARRETE

**ARTICLE 1** - Le président du Syndicat Centre Hérault, domicilié BP 29, 34800 Clermont-l'Hérault, est tenu de mettre en conformité le centre de stockage de déchets ménagers et assimilés du Mas d'Arnaud, sur la commune de Soumont, dans le strict respect des prescriptions énoncées au présent arrêté.

Les caractéristiques de cette installation sont limitées aux valeurs suivantes :

- superficie totale de l'installation	:		74 000 m <sup>2</sup>
- superficie des casiers de stockage des déchets	:	A -	16 200 m <sup>2</sup>
		B -	16 000 m <sup>2</sup>
		C -	18 500 m <sup>2</sup>
- volume total de stockage	:		296 000 m <sup>3</sup>

### ARTICLE 2 - GARANTIES FINANCIERES

L'exploitant constitue, conformément aux prescriptions de l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, les garanties financières destinées à couvrir le coût :

- a) de la surveillance du site,
- b) des interventions en cas d'accident ou de pollution,
- c) de la remise en état du site après exploitation,

pendant la durée d'exploitation et, pour a) et b), pendant la période de suivi post-exploitation.

**Le montant de ces garanties financières pour la période d'exploitation en cours est de 1 767 711 euros.**

L'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution des garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire fixé par l'arrêté ministériel du 1er février 1996.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34-1 du décret 77-1133, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

### ARTICLE 3 - DEFINITION DES DECHETS ADMIS

**3.1-** La présente installation est destinée au stockage des déchets répondant aux définitions suivantes :

- déchets des catégories D, E1, E2 et E3 tels que définis à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié et correspondant à la définition des déchets ultimes de la zone ouest de l'Hérault énoncée à l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 2002,
- collectés et traités sur le territoire desservi par le Syndicat Centre Hérault,
- en quantités inférieures à 35 000 tonnes par an.

Des apports de déchets ménagers provenant de collectivités voisines du territoire défini ci-dessus peuvent être admis conformément aux règles définies par le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés et après avoir fait l'objet d'un certificat d'acceptation préalable.

**3.2** - L'exploitant mettra fin à ces apports dès qu'une solution alternative de traitement des déchets ménagers des collectivités desservies, techniquement, juridiquement et économiquement opérationnelle aura été mise en place ; dès lors, seuls seront admis les matériaux nécessaires à la constitution de la couverture finale et à la remise en état de l'installation, en application de l'article 12.

**3.3** - Les apports de déchets de la catégorie E4, de ceux mentionnés à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié et de déchets organiques valorisables, sont interdits.  
Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission des déchets.

#### **ARTICLE 4 – ACCEPTATION PREALABLE**

**4.1** - Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet Cette information préalable doit être renouvelée tous les ans et conservée au moins deux ans par l'exploitant.

L'exploitant, s'il l'estime nécessaire, sollicite des informations complémentaires.

**4.2** - L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, dans ce recueil les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'un déchet.

**4.3** - Pour tous les déchets pour lesquels il est fixé un critère d'admission, cette information préalable prend la forme d'un certificat d'acceptation préalable.

Ce certificat est délivré par l'exploitant au vu des informations communiquées par le producteur ou le détenteur et d'analyses pertinentes réalisées par ces derniers, lui-même ou tout laboratoire compétent. Le certificat d'acceptation préalable est soumis aux mêmes règles de délivrance, de refus, de validité, de conservation et d'information de l'inspection des installations classées que l'information préalable à l'admission des déchets.

#### **ARTICLE 5 – CONTRÔLE DES APPORTS**

**5.1** - Toute livraison de déchet fait l'objet :

- d'une vérification de l'existence d'une information préalable ou d'un certificat d'acceptation préalable ;
- d'une vérification, le cas échéant, des documents requis par le règlement CEE n° 259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne ;
- d'un contrôle visuel et d'un contrôle de non-radioactivité du chargement (pour certains déchets, ces contrôles peuvent être pratiqués sur la zone d'exploitation préalablement à la mise en place des déchets) ;
- de la délivrance d'un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.

**5.2** - L'exploitant tient à jour un registre où il mentionne la nature, l'origine et la quantité de chaque chargement entrant sur le site de l'installation.

Tout chargement de déchets ne correspondant pas aux définitions de l'article 4 ci-dessus ou correspondant à une catégorie interdite doit être repris par son détenteur pour être dirigé vers une installation de traitement ou d'élimination appropriée.







Les chargements refusés sont également mentionnés dans le registre, avec l'indication du motif du refus.

Pour chaque véhicule apportant des déchets, il consigne sur le registre des admissions :

- les quantités et les caractéristiques des déchets ;
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la (ou des) collectivité(s) de collecte ;
- la date et l'heure de réception ;
- l'identité du transporteur ;
- le résultat des éventuels contrôles d'admission.

L'exploitant informe régulièrement l'inspecteur des installations classées des cas de refus de déchets.



- |   |                       |
|---|-----------------------|
|  | Voirie existante      |
|  | Dignes                |
|  | Fond des caixers      |
|  | Ressou triviale       |
|  | Ressou sauz pluvialon |
|  | Ressou des saz        |

## ARTICLE 6 - AMENAGEMENT DU SITE

**6.1 - La zone à exploiter doit être divisée en casiers**, dont la capacité et la géométrie doivent contribuer à limiter les risques de nuisances et de pollution des eaux. Leurs dimensions doivent être aussi réduites que possible, afin de limiter au minimum la surface de déchets exposés aux intempéries.

Les déchets de la catégorie D et ceux de la catégorie E sont stockés, autant que possible, dans des casiers distincts. Les déchets des sous-catégories E2 ou E3 peuvent être stockés avec des déchets de la catégorie D à des fins de confortement mécanique ou de recouvrement.

La hauteur des déchets dans chaque casier doit être déterminée de façon à ne pas dépasser la limite de stabilité des digues et à ne pas altérer l'efficacité du système drainant ; elle doit être limitée aux niveaux indiqués sur le PLAN DU SITE AMENAGE annexé au présent arrêté et sur les profils en travers annexés au dossier de mise en conformité.

**6.2 - Une barrière de sécurité active** posée sur le fond et les flancs de chaque casier doit assurer son indépendance hydraulique, le drainage et la collecte des lixiviats ; elle est constituée d'un ensemble de membranes étanches, disposé conformément au projet figurant au dossier de mise en conformité et surmonté d'une couche de drainage.

La couche de drainage est constituée de bas en haut :

- d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal ;
- d'une couche drainante, d'épaisseur supérieure ou égale à 0,50 mètre, ou tout dispositif équivalent.

La géomembrane ou le dispositif équivalent doit être étanche, compatible avec les déchets stockés et mécaniquement acceptable au regard de la géotechnique du projet. Sa mise en place doit en particulier conduire à limiter autant que possible toute sollicitation mécanique en traction et en compression dans le plan de pose,

### 6.3 - Eaux extérieures

Des dispositions doivent être prises pour éviter une alimentation latérale ou par la base des casiers, par une nappe ou des écoulements de sub-surface.

Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, un fossé extérieur de collecte, dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale, ceinture l'installation de stockage sur tout son périmètre.

Si la superficie de l'installation de stockage dépasse nettement celle de la zone à exploiter, un second fossé peut ceinturer cette dernière.

Ces aménagements doivent être réalisés dans leur intégralité avant le début de l'exploitation.

**6.4 - Les eaux de ruissellement intérieures au site**, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets, et si nécessaire les eaux souterraines issues des dispositifs visés à l'article 15 passent, avant rejet dans le milieu naturel, par des bassins de stockage étanches, dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale, permettant une décantation et un contrôle de leur qualité.

### 6.5 - Lixiviats

Des équipements de collecte et de stockage avant traitement des lixiviats sont réalisés pour chaque catégorie de déchets faisant l'objet d'un stockage séparatif sur le site. L'installation comporte ainsi un ou plusieurs bassins de stockage des lixiviats correctement dimensionnés.

L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu pour limiter la charge hydraulique à 30 centimètres en fond de site et permettre l'entretien et l'inspection des drains.

### 6.6 - Biogaz

Un réseau spécifique de captage est mis en place à compter de la notification du présent arrêté, de façon à extraire les gaz produits par les déchets précédemment stockés.

Les casiers contenant les déchets de la catégorie D sont équipés, au plus tard un an après leur comblement, d'un réseau de drainage des émanations gazeuses.

Ces réseaux sont conçus et dimensionnés pour capter de façon optimale le biogaz et le transporter de préférence vers une installation de valorisation ou, à défaut, vers une installation de destruction par combustion.

### 6.7 - Accès

L'accès à l'installation de stockage doit être limité et contrôlé. A cette fin, l'installation de stockage est clôturée par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres, muni de grilles qui doivent être fermées à clef en dehors des heures de travail.

Les voiries doivent disposer d'un revêtement durable et leur propreté doit être assurée.

### 6.8 - Intégration paysagère

L'exploitant veille à l'intégration paysagère de l'installation, dès le début de son exploitation et pendant toute sa durée. A cet effet, il met en œuvre, au fur et à mesure de l'exploitation de l'installation, les divers aménagements prévus sur l'esquisse détaillée du projet de réaménagement du site à l'issue de la période de suivi.

Un document faisant valoir les aménagements réalisés dans l'année est intégré dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 11.

### 6.9 - Equipements connexes

Un dispositif de contrôle doit être installé à l'entrée de l'installation de stockage afin de mesurer le tonnage des déchets admis.

L'installation est équipée de moyens de télécommunication efficaces avec l'extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services d'incendie et de secours.

Le stockage des carburants nécessaires aux engins d'exploitation doit être effectué selon la réglementation en vigueur.

L'article 10 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation s'applique.

### 6.10 - Plans

Un relevé topographique du site conforme à l'article 3 du décret n° 95-1027 du 18 septembre 1995 relatif à la taxe sur le traitement et le stockage des déchets doit être réalisé préalablement à la mise en exploitation du site.

Une copie de ce relevé est adressée à l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant doit établir un plan prévisionnel d'exploitation qui précise l'organisation dans le temps de l'exploitation.

## ARTICLE 7 - ECHEANCIER DES TRAVAUX

### 7.1 - Première phase - travaux de nécessité immédiate :

Dans un délai n'excédant pas un an à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de réaliser les ouvrages nécessaires à la bonne gestion des lixiviats et des eaux de ruissellement, notamment par la mise en place :

- d'un revêtement étanche de la paroi amont de la digue,
- d'un dispositif de collecte et de stockage des lixiviats de capacité suffisante,
- d'un réseau de fossés de dérivation des eaux de ruissellement extérieures conforme aux prescriptions de l'article 6.3,
- du dispositif de captage et d'élimination des biogaz des déchets en place prévu à l'article 6.6.

### 7.2 - Deuxième phase - Réalisation des casiers :

L'exploitant met en place les casiers de stockage conformes aux dispositions des articles 6.1 et 6.2, de façon à ce qu'ils puissent être mis en exploitation avant le 30 juin 2004.

### 7.3 - Troisième phase - Traitement des lixiviats :

Sur la base des résultats des analyses des lixiviats prescrites à l'article 9.3, l'exploitant présente, dans un délai n'excédant pas deux ans à compter de la notification du présent arrêté, un projet de traitement des lixiviats appuyé sur une évaluation des incidences de ce projet, notamment sur le milieu récepteur..

## ARTICLE 8 - REGLES GENERALES D'EXPLOITATION

### 8.1 - Mode d'exploitation des casiers

Il ne peut être exploité qu'un casier, ou qu'une seule alvéole lorsque le casier est subdivisé en alvéoles, par catégorie de déchets.

*appel d'offres 2004*  
*... travaux 2005.*  
*fin 2004*  
*appel d'offres*  
*infrastructure*

La mise en exploitation du casier ou de l'alvéole n+1 est conditionnée par le réaménagement du casier de l'alvéole n-1 qui peut être soit un réaménagement final tel que décrit à l'article 12 si le casier ou l'alvéole atteint la cote maximale autorisée, soit la mise en place d'une couverture intermédiaire dans le cas de casiers ou d'alvéoles superposés.

La couverture intermédiaire, composée de matériaux inertes, a pour rôle de limiter les infiltrations dans la masse des déchets.

Les déchets sont disposés de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets et des structures associées et en particulier à éviter les glissements.

Les déchets sont déposés en couches successives et compactées sur site sauf s'il s'agit de déchets emballés. Ils sont recouverts périodiquement pour limiter les nuisances et au minimum avant chaque période de fermeture de l'installation supérieure à 24 heures.

La quantité minimale de matériaux de recouvrement toujours disponible doit être au moins égale à celle utilisée pour quinze jours d'exploitation ; elle est au minimum de 500 m<sup>3</sup>.

### **8.2 - Plan d'exploitation**

L'exploitant doit tenir à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage, plan mis à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Un relevé topographique, accompagné d'un document décrivant la surface occupée par les déchets, le volume et la composition des déchets et comportant une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes, doit être réalisé tous les ans.

### **8.3 - Prévention des incendies**

Aucun déchet non refroidi, explosif ou susceptible de s'enflammer spontanément ne peut être admis.

Les abords du site doivent être débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le stockage.

Des moyens efficaces sont prévus pour lutter contre l'incendie et sont mis en place, conformément aux instructions des services d'incendie et de secours.

Ils sont au minimum conformes aux dispositions de l'article 9.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 30 octobre 1987.

### **8.4 - Prévention des nuisances**

L'exploitation est menée de manière à limiter autant que faire se peut les dégagements d'odeurs.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Le mode de stockage doit permettre de limiter les envols de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes. L'exploitant met en place autour de la zone d'exploitation un système permettant de limiter les envols et de capter les éléments légers néanmoins envolés. Il procède régulièrement au nettoyage des abords de l'installation.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des rats, des insectes et des oiseaux, dans le respect des textes relatifs à la protection des espèces.

Toutes dispositions sont prises pour éviter la formation d'aérosols.

Tout brûlage de déchets à l'air libre est strictement interdit.

Les activités de tri des déchets, de chiffonnage et de récupération sont interdites sur la zone d'exploitation. Elles ne peuvent être pratiquées sur le site que sur une aire spécialement aménagée et conformément à la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

### **8.5 - Déchets**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, dans le respect des dispositions de la loi du 15 juillet 1975.

### **8.6 - Prévention des nuisances sonores et des vibrations**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00 ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne doit pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 60 dB(A) pour la période de jour et 45 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

## ARTICLE 9 - SUIVI DES REJETS

### 9.1 - Traitement des lixiviats

Les réseaux de drainage des lixiviats disposés au fond de chaque casier doivent aboutir dans des bassins de rétention de capacité suffisante, au vu du bilan hydrique du site.

Une réinjection partielle des lixiviats dans la masse des déchets stockés au moyen d'un réseau spécifique est admise dans la mesure où elle n'affecte pas la stabilité des ouvrages ni le captage des biogaz.

La dilution et l'épandage des lixiviats sont interdits.

Le rejet des lixiviats au milieu récepteur n'est pas autorisé.

Cette dernière disposition pourra être modifiée par arrêté complémentaire après examen par les instances compétentes d'un projet de traitement et d'un document d'incidence.

### 9.2 - Traitement externe

Le traitement des lixiviats dans une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle ou le raccordement à une telle station, n'est envisageable que dans le cas où celle-ci est apte à traiter les lixiviats dans de bonnes conditions et sans nuire à la dévolution des boues d'épuration.

Dans un tel cas, l'analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents de l'installation sur l'environnement comporte un volet spécifique relatif au raccordement. Ce volet atteste de l'aptitude précitée, détermine les caractéristiques des effluents qui peuvent être admis sur le réseau et précise la nature ainsi que le dimensionnement des ouvrages de prétraitement éventuellement prévus pour réduire la pollution à la source et minimiser les flux de pollution et les débits raccordés.

### 9.3 - Surveillance des rejets

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets. Il doit comprendre au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement, selon les modalités suivantes:

Pour les lixiviats et les eaux, un échantillon représentatif de la composition moyenne est prélevé pour la surveillance.

La fréquence des prélèvements d'échantillons et des analyses est indiquée dans le tableau ci-dessous :

Types de mesures ou d'analyses	Phase d'exploitation	Période de suivi
Volume de lixiviat	Mensuellement	Tous les six mois
Composition du lixiviat	Trimestriellement	Tous les six mois
Volume et composition des eaux de ruissellement	Trimestriellement	Tous les six mois
Emissions potentielles de gaz et pression atmosphérique	Tous les six mois	Tous les six mois



Les résultats des mesures sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Dans le cas du raccordement à un ouvrage de traitement collectif, la surveillance doit être réalisée à la sortie de l'installation de stockage ou à l'arrivée sur le site de traitement, avant tout mélange avec d'autres effluents, notamment afin de vérifier la traitabilité effective de l'effluent dans l'installation externe.

Au moins une fois par an, les mesures précisées par le programme de surveillance devront être effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant. Une convention avec un organisme extérieur compétent peut définir les modalités de réalisation de ces contrôles inopinés à la demande de l'inspection des installations classées.

Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant pendant une durée d'au moins cinq ans.

## **ARTICLE 10 - CONTRÔLES DES EAUX ET DU BIOGAZ**

### **10.1 - Lixiviats**

Les éléments à analyser pour caractériser la composition des lixiviats sont ceux énoncés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié.

### **10.2 - Eaux souterraines**

L'exploitant installe autour du site un réseau de contrôle de la qualité du ou des aquifères susceptibles d'être pollués par l'installation de stockage. Ce réseau est constitué d'au moins 3 puits de contrôle dont l'un est situé en amont hydraulique de l'installation et deux en aval.

Leur implantation doit permettre de définir précisément les conditions hydrogéologiques du site.

Ces puits sont réalisés conformément aux normes en vigueur ou, à défaut, aux bonnes pratiques.

Pour chacun des puits de contrôle et, dès leur réalisation, il doit être procédé à une analyse de référence portant sur les paramètres suivants : coliformes totaux, coliformes thermotolérants, streptocoques fécaux, pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, NO<sub>2</sub>, NO<sub>3</sub>, NH<sub>4</sub>, Cl, SO<sub>4</sub>, PO<sub>4</sub>, K, Na, Ca, MG, MN, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, DCO, COT, AOX, PCB, DBO 5.

L'exploitant fait en outre effectuer **deux fois par an**, sur chacun de ces forages, une analyse portant sur les paramètres : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, COT.

Le prélèvement d'échantillons doit être effectué conformément à la norme " Prélèvement d'échantillons - Eaux souterraines, ISO 5667, partie 11, 1993 ", et de manière plus détaillée conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000.

Le niveau des eaux souterraines doit être mesuré au moins deux fois par an, en périodes de hautes et basses eaux, pendant la phase d'exploitation et la période de suivi. Cette mesure devant permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés.

La fréquence d'analyse de la composition des eaux souterraines doit être fondée sur les possibilités d'intervention entre deux prélèvements d'échantillons au cas où l'analyse révélerait un changement significatif de la qualité de l'eau. Cela signifie que la fréquence doit être déterminée sur la base de la connaissance ou de l'évaluation de la vitesse d'écoulement des eaux souterraines.

Pour chaque puits situé en aval hydraulique, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

Les résultats de tous les contrôles d'analyse sont communiqués annuellement à l'inspecteur des installations classées. Ils sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à trente ans après la cessation de l'exploitation et qui ne doit pas être inférieure à la période de suivi.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant et l'inspecteur des installations classées, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres.

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant, en accord avec l'inspecteur des installations classées, met en place un plan d'action et de surveillance renforcée. L'exploitant adresse, à une fréquence déterminée par l'inspecteur des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.

### **10.3 - Bilan hydrique**

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation (pluviométrie, température, ensoleillement, humidité relative de l'air, direction et force des vents, relevé de la hauteur d'eau dans les puits, quantités d'effluents rejetés).

Les données météorologiques nécessaires, à défaut d'instrumentation sur site, doivent être recherchées auprès de la station météorologique la plus proche du site et reportées sur le registre.

Ce bilan est calculé au moins annuellement. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l'installation et à réviser, si nécessaire, les aménagements du site.

### **10.4 - Biogaz**

Les installations de valorisation, de destruction ou de stockage du biogaz sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement.

L'exploitant procède périodiquement à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S et H<sub>2</sub>O.

En cas de destruction par combustion, les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde.

La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi.

Les émissions de SO<sub>2</sub>, CO, HCl, HF issues de chaque dispositif de combustion font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent.

Pour le CO, la valeur limite devra être compatible avec le seuil suivant : CO < 150 mg/Nm<sup>3</sup>.

Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273°K, pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.

## **ARTICLE 11 - INFORMATION**

Les résultats des analyses prévues par le présent arrêté doivent être consignés dans des registres et communiqués annuellement à l'inspection des installations classées.

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues aux articles 8 et 9 ainsi que plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation de l'installation de stockage dans l'année écoulée.

Le rapport de l'exploitant est également adressé à la commission locale d'information et de surveillance.

L'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées en cas d'accident et lui indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.

Conformément au décret du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets prévu à l'article 3-1 de la loi du 15 juillet 1975 et à l'occasion de la mise en service de son installation, l'exploitant adresse au maire de la commune où elle est située un dossier comprenant les documents précisés à l'article 2 du décret précité.

L'exploitant l'adresse également à la commission locale d'information et de surveillance de son installation. Il assure l'actualisation de ce dossier.

## **ARTICLE 12 - COUVERTURE ET FIN D'EXPLOITATION**

### **12.1 - Couverture**

Dès la fin de comblement d'un casier, une couverture finale est mise en place pour limiter les infiltrations dans les déchets et limiter les infiltrations d'eau vers l'intérieur de l'installation de stockage.

Dans le cas de déchets de la catégorie D, une couverture provisoire sera disposée dans l'attente de la mise en place du réseau de drainage du biogaz prescrit à l'article 6.6. Dès la réalisation de ce réseau une couverture finale est mise en place.

Cette couverture finale doit présenter une pente d'au moins 3 % en direction des ouvrages de collecte des eaux de ruissellement et comprendre, du bas vers le haut :

- pour les déchets de la catégorie D, une couche drainante, participant à la collecte du biogaz,
- un écran semi-perméable réalisé par des matériaux naturels argileux compactés sur une épaisseur d'au moins 1 mètre, cet écran devant, pour les déchets de la catégorie E, présenter un coefficient de perméabilité inférieur ou égal à  $1.10^{-9}$  m/s et être recouvert d'une géomembrane ou de tout autre dispositif équivalent,
- une couche drainante permettant de limiter les infiltrations et la pénétration de racines ou de rongeurs,
- un niveau suffisant de terre et une couverture végétale favorisant l'évapotranspiration.

### **12.2 - Remise en état**

A la fin de la période d'exploitation, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état.

La clôture du site est maintenue pendant au moins cinq ans. A l'issue de cette période, les dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions, et cela pendant toute la durée de leur maintien sur le site.

### **12.3 - Servitudes**

Conformément à l'article L.515-12 du Code de l'environnement et aux articles 24-1 à 24-8 de son décret d'application du 21 septembre 1977 susvisé, l'exploitant propose au préfet un projet définissant les servitudes d'utilité publique à instituer sur tout ou partie de l'installation ; ce projet est remis au préfet avec la notification de la mise à l'arrêt définitif de l'installation, prévue par l'article 34-1 du décret.

Ces servitudes doivent interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de collecte et de traitement des lixiviats et contribuer au maintien durable du confinement des déchets mis en place.

Ces servitudes peuvent autant que de besoin limiter l'usage du sol du site.

### **12.4 - Suivi**

Toute zone couverte fait l'objet d'un plan général de couverture et, si nécessaire, de plans de détail qui complètent le plan d'exploitation prévu à l'article 7.2.

Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu pour une période d'au moins trente ans.

Ce programme comprend la surveillance quantitative et qualitative des émissions de lixiviats et de biogaz, ainsi que de la stabilité du stock de déchets et des ouvrages.

Cinq ans après le démarrage de ce programme l'exploitant adresse un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale.

Au moins six mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au préfet un dossier établi selon le modèle du dossier prévu à l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 modifié susvisé.

Le préfet fait alors procéder par l'inspecteur des installations classées à une visite du site pour s'assurer que sa remise en état est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

En application de l'article 23-6 du décret du 21 septembre 1977 modifié susvisé, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Le rapport de visite établi par l'inspecteur des installations classées est adressé par le préfet à l'exploitant et au maire de la ou des communes intéressées ainsi qu'aux membres de la commission locale d'information.

Sur la base de ce rapport, le préfet consulte les maires des communes intéressées sur l'opportunité de lever les obligations de garanties financières auxquelles est assujéti l'exploitant.

Le préfet détermine ensuite par arrêté complémentaire, eu égard aux dangers et inconvénients résiduels de l'installation, la date à laquelle peuvent être levées, en tout ou partie, les garanties financières. Il peut également décider de la révision des servitudes d'utilité publique instituées sur le site.

En cas d'évolution défavorable d'un paramètre mesuré, les analyses sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres.

Si l'évolution est défavorable, un plan d'action et de surveillance renforcée est mis en œuvre par l'exploitant, en accord avec l'inspecteur des installations classées.

### ARTICLE 13 - DISPOSITIONS GENERALES

Les dispositions relatives aux modifications apportées par l'exploitant, aux garanties financières, au changement d'exploitant, à l'effet du présent arrêté, à la déclaration des accidents ou incidents et au non-respect des prescriptions du présent arrêté sont énoncées dans le décret du 21 septembre 1977 modifié susvisé.

L'inobservation des prescriptions du présent arrêté peut donner lieu à l'application des sanctions énoncées à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant la juridiction administrative conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

### ARTICLE 14 - NOTIFICATION, EXECUTION

Le présent arrêté est immédiatement notifié à l'exploitant dans la forme administrative et une ampliation est déposée en mairie de Soumont pour y être consultée.

Copies du présent arrêté sont affichées :

- pendant une durée minimale d'un mois en mairie de Soumont,
- en permanence et de façon visible, au siège du Syndicat, ainsi que dans le local d'exploitation de l'installation.

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Hérault, le Maire de Soumont, les chefs de service et l'inspecteur des installations classées compétents, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le

20 NOV. 2002

LE PREFET,

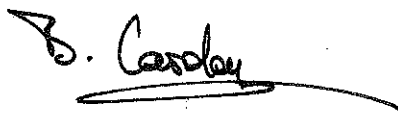
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Philippe VIGNES

Ampliation de l'Arrêté avec  
l'Original est conservé au  
Registre des Arrêtés sous

le N° 2002 - 1 - 5341

le Chef de Bureau



Brigitte CARDON